Le temps des lettres. Échanges diplomatiques entre sultans, émirs et officiers français, Niger 1899- 1903

Camille Lefebvre

► To cite this version:

Camille Lefebvre. Le temps des lettres. Échanges diplomatiques entre sultans, émirs et officiers français, Niger 1899- 1903. Monde(s). Histoire, Espaces, Relations, 2014, Diplomatie, 1 (5), p. 57-80. 10.3917/mond.141.0057 . halshs-01511046

HAL Id: halshs-01511046

<https://shs.hal.science/halshs-01511046>

Submitted on 20 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le temps des lettres

Échanges diplomatiques entre sultans, émirs et officiers français, Niger 1899-1903

Camille Lefebvre

CNRS-IMAf

Résumé

La diplomatie épistolaire en langue arabe appartient dans les régions du Sahel et du Sahara aux usages politiques ordinaires. Lorsqu'au tournant du ^{xx}e siècle, les militaires français pénètrent dans ces régions, se noue, entre ces nouveaux venus et les souverains locaux, un dialogue épistolaire selon les termes des pratiques diplomatiques locales, c'est-à-dire en langue arabe et dans un environnement intellectuel marqué par la culture islamique.

Mots-clés : Sahel – Niger – Langue arabe – Correspondance diplomatique – Colonisation.

Abstract

A Time for Letter-writing: Diplomatic Exchanges among Sultans, Emirs and French Officers in Niger, 1899-1903

Epistolary diplomacy in the Arabic language, in the Sahel and Sahara, is common political practice. When, at the turn of the twentieth century, the French military entered these areas, the newcomers and the local rulers developed, under the terms of the local diplomatic practices, an epistolary dialogue which was carried on in Arabic and in an intellectual environment marked by Islamic culture.

Keywords: Sahel – Niger – Arabic – Diplomatic Correspondence – Colonization.

Les signes de l'avènement imminent d'un profond changement au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, notamment en raison de rumeurs mahdistes ou concernant l'arrivée de *naṣārā* (chrétiens) dans la région, donne lieu dans le Sahara et le Sahel central à une intense correspondance diplomatique en langue arabe. Souverains, autorités politiques, chefs de guerre ou chefs religieux chroniquent les événements en cours, négocient leurs relations, se tiennent au courant des différents faits survenus et s'interrogent sur les réponses ou les attitudes qu'il convient d'adopter. Dans ces échanges, la présence, parfois proche, parfois lointaine, des *naṣārā*, est un événement parmi d'autres, mais dont il faut néanmoins tenir compte, et l'un des signes d'un monde en évolution. Plusieurs centaines de ces lettres ont été conservées par les colonisateurs français et britanniques au lendemain de leur occupation et cette curiosité européenne nous donne accès, pour le tournant du siècle, à une masse de documents considérable par rapport aux traces qui nous sont parvenues pour l'ensemble du XIX^e siècle¹. Le contexte

spécifique de la conquête a, certes, déterminé une conservation plus importante des échanges de ces quelques années, mais cette abondance témoigne peut-être aussi de la conscience d'être à la veille d'une profonde redistribution des alliances et des enjeux géopolitiques, à l'image de l'explosion d'échanges diplomatiques liés au lancement du jihad de Sokoto, au début du XIX^e siècle.

La diplomatie épistolaire en langue arabe est, dans une large partie de l'Afrique de l'Ouest, une pratique politique ordinaire. L'institution de chancelleries employant des scribes spécialisés dans l'écriture diplomatique en arabe y est attestée depuis le Moyen Âge². Pour le XIX^e siècle, les éléments de correspondance conservés et les pratiques décrites par les explorateurs européens, permettent d'affirmer que les échanges entre souverains, autorités politiques et lea-

1 Plusieurs collections de lettres échangées dans les régions saharo-sahéliennes à cette période ont été publiées : Henry Fleming Backwell, *The Occupation of Hausaland, 1900-1904. Being a Translation of Arabic Letters Found in the House of the Wazir of Sokoto, Bohari, in 1903* (Lagos: Government Printer, 1927); Glauco Ciammaichella, *Libyens et Français du Tchad : 1897-1914. La confrérie senoussie et le commerce transsaharien*, Paris, Éditions du CNRS, 1987 ; Jean-Louis Triaud, *Tchad 1900-1902 : une guerre franco-libyenne oubliée ? Une confrérie musulmane, la Sanūsiyya, face à la France*, Paris, L'Harmattan, 1988 ; Lidwien Kapteijns, Jay Spaulding, eds., *After the Millennium. Diplomatic Correspondence from Wadai and*

Dār Fūr on the Eve of Colonial Conquest, 1885-1916 (East Lansing: African Studies Center Michigan State University, 1988); John Hanson, David Robinson, eds., *After the Jihad. The Reign of Ahōmad al-Kabīr in the Western Sudan* (East Lansing: Michigan State University Press, 1991); Lidwien Kapteijns, Jay Spaulding, eds., *An Islamic Alliance. 'Alī Dīnār and the Sānūsīyya, 1906-1916* (Evanston: Northwestern University Press, 1994). Je remercie Bruce Hall, M'hamed Oualdi, Benedetta Rossi, Robin Seignobos, Tal Tamari et Jean-Louis Triaud pour leurs commentaires sur une version préliminaire de cet article, et Abdelaziz El Aloui pour son aide dans le travail sur les originaux en arabe.

2 Robert Smith, "Peace and Palaver: International Relations in Pre-Colonial West Africa", *The Journal of African History*, vol. 14 (1973/4), p. 599-621; Thomas Hodgkin, "Diplomacy and its Diplomats in the Western Sudan", in Kenneth Ingham, ed., *Foreign Relations of African States* (London: Butterworths, 1974), p. 3-24.

ders religieux étaient courants dans l'ensemble du Sahara et du Sahel central, aussi bien pour demander l'autorisation d'entrer sur un territoire, que pour négocier une frontière, demander le soutien d'un allié, remettre en cause la légitimité d'une attaque, préparer la paix, intercéder en faveur d'un dépendant ou demander une médiation dans un conflit³.

L'importance de cette diplomatie épistolaire dans les pratiques de gouvernement de nombreuses régions du Sahara et du Sahel, a amené, dans différents lieux, les premiers occupants à y prendre part. Ainsi, pour fonctionner dans le système régional multilingue sénégalais, l'administration française de Saint-Louis adopte, dès 1815, l'arabe comme langue officielle de sa diplomatie⁴. Dans les années 1840, c'est en arabe que cette administration négocie une garantie de sécurité en échange du paiement

d'une coutume avec les élites guerrières de Brākna et du Trārza (Mauritanie actuelle), devenant ainsi à leurs yeux des tributaires comme les autres⁵. En 1850, Faidherbe instaure au sein de la direction des Affaires politiques du Sénégal un service de traduction et de rédaction de correspondance en langue arabe qui évolue en une organisation diplomatique gérant les relations avec les chefs et les lettrés de la région⁶. Du Sénégal à la Mauritanie en passant par la Guinée, le Soudan, le Niger ou le Tchad, l'arabe est régulièrement utilisé par les colonisateurs français pour communiquer par écrit avec les autorités politiques, les marchands ou les leaders religieux musulmans⁷. Mais cela ne signifie pas que les formes prises par ces correspondances soient similaires, les situations locales et conjoncturelles déterminant les modalités du dialogue et les enjeux de la négociation.

3 Adrian David, Hugh Bivar, "Arabic Documents of Northern Nigeria", *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, vol. 22 (1959/1-3), p. 324-349; Murray Last, *The Sokoto Caliphate* (London: Longman, 1967), p. 190-195; Charles C. Stewart, "Frontier Disputes and Problems of Legitimation: Sokoto-Masina Relations 1817-1837", *The Journal of African History*, vol. 17 (1976/4), p. 497-514; Louis Brenner, "The Jihad Debate between Sokoto and Bornu: an Historical Analysis of Islamic Political Discourses in Nigeria", in John Peel, Ade Ajayi, eds., *People and Empire in African History. Essays in Memory of Michael Crowder* (London: Longman, 1992), p. 21-43.

4 Saliou Mbaye, "Personnel Files and the Role of Qadis and Interpreters in the Colonial Administration of Saint-Louis, Senegal, 1857-1911", in Benjamin Lawrance, Emily Osborn, Richard Roberts, eds., *Intermediaries, Interpreters and Clerks. African Employees in the Making of Colonial Africa* (Madison: University of Wisconsin Press, 2006), p. 290.

5 Raymond Taylor, « Le langage d'autorité politique et ses traductions en Mauritanie coloniale : rois, chefs et émirs dans la geba (sud-ouest) du XIX^e siècle », in Mariella Villasante Cervello (dir.), *Colonisations et héritages actuels au Sahara et au Sahel*, vol. 1, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 427-444 ; Raymond Taylor, "Of Disciples and Sultans. Power, Authority and Society in the Nineteenth Century Mauritanian Geba", Ph.D., (University of Illinois, 1996), p. 339.

6 David Robinson, *Sociétés musulmanes et pouvoir colonial français au Sénégal et en Mauritanie, 1880-1920. Parcours d'accommodation*, Paris, Karthala, 2004 (1^{re} éd. 2000), p. 134.

7 Ghislaine Lydon, *On Trans-Saharan Trails. Islamic Law, Trade Networks, and Cross-Cultural Exchange in Nineteenth-Century Western Africa* (Cambridge: Cambridge University Press, 2009), p. 44.

En 1890, sans être encore présents dans la région, Français et Britanniques tracent sur le papier la ligne provisoire séparant leurs zones d'influence dans le Sahel. Débutent alors de longues négociations pour déterminer ce qui deviendra la frontière des colonies du Niger et du Nigeria. Français et Britanniques parcourent la région dans une logique qui, au cours de la décennie 1890, s'infléchit vers le militaire puis l'extrême violence de la mission Voulet-Chanoine. Après une seconde convention franco-britannique en 1898, les Français décident qu'il est temps de pousser vers l'est et envoient des missions pour opérer la jonction de leurs possessions, notamment la Mission saharienne Foureau-Lamy et la Mission Afrique centrale Voulet-Chanoine. En marge de ces missions s'amorce une correspondance entre les autorités politiques locales et les représentants français qui se poursuit pendant les deux premières années de la présence française. D'Agadez à Goummel en passant par Zinder ou Tessaoua, dans un rayon de mille kilomètres, émirs, sultans et officiers français échangent des courriers.

Les termes de cette correspondance permettent de proposer une histoire alternative des débuts de la présence coloniale dans la région, loin de la geste héroïque de la « bibliothèque coloniale » montrant des officiers triomphant pacifiquement d'une nature et de populations hostiles ou d'une histoire nationaliste de résistance des populations locales. Ici se joue une autre partition qui voit officiers français, émirs et sultans

négoier les termes de leurs relations, sans forcément percevoir clairement, d'un côté comme de l'autre, ni la portée de leurs échanges, ni leurs conséquences. Cette négociation se conforme aux pratiques diplomatiques locales, utilisant des envoyés et des intermédiaires, dans un dialogue épistolaire où tous invoquent 'Allāh et se poursuit dans des négociations orales, le plus souvent secrètes et indirectes.

Ce n'est pas tant l'histoire de la conquête coloniale européenne que révèlent ces sources, mais plutôt l'histoire d'un nouvel acteur régional qui cherche par la négociation à s'imposer dans un cadre politique dont il maîtrise mal les tenants et les aboutissants. Ici, les militaires français négocient leur domination selon les termes des cultures politiques locales, en attendant d'avoir les moyens de s'imposer. Durant cette très courte période, nous assistons non pas à la transformation des populations africaines en sujets coloniaux, mais à la transformation d'officiers français en acteurs d'une diplomatie régionale, marquée par la culture islamique.

Un temps incertain

Les originaux de près de cent lettres échangées entre 1899 et 1902 par les autorités politiques locales et les militaires français ont été conservés aux Archives nationales du Niger⁸,

8 Archives Nationales du Niger, ci-après ANN, 7 B 1. 1, *Correspondance échangée entre le commandant des territoires entre le fleuve Niger et le Lac Tchad (en français) et les chefs indigènes (en arabe et traduction) relative à la soumission des peuples noirs*. Ce dossier rassemble

tandis que les traces secondaires d'un grand nombre d'autres courriers apparaissent dans des ouvrages publiés⁹. Avant d'entrer davantage dans l'analyse des négociations qui se nouent autour de ces lettres, il convient de faire une place au contexte et aux modalités de ce dialogue épistolaire. Pour comprendre cette période de conquête, il faut se départir du fait que nous en connaissons l'issue, et avoir en mémoire que ceux qui agissent alors n'ont pas toujours idée du résultat final de leurs actions. Certes, quelques années plus tard, le Niger et le Nigeria sont occupés et transformés en colonies, mais au moment où ont lieu ces négociations, les projets français et britanniques pour les régions concernées ne sont pas clairs, et, de fait, les autorités locales ne peuvent les envisager. Lorsqu'est institué le 3^e Territoire militaire du Niger, les différentes régions qui le

composent viennent de subir des années particulièrement difficiles. Plusieurs aventuriers et envahisseurs, africains puis français, ont ravagé la région avec leurs armées : Cheikhou Amadou et Ali Bouri Ndiaye à l'ouest, Rabah dans la région du Lac Tchad, Foureau et Lamy du nord au sud, Voulet et Chanoine d'ouest en est et, enfin, dans la région de Zinder, la colonne de pacification Pallier. Zones dévastées, villages brûlés, populations réfugiées dans les forêts, cheptels décimés, récoltes détruites, c'est dans une région exsangue et largement désorganisée que la France décide de prendre position.

La horde « des officiers mangeurs de sable »¹⁰

Le lieutenant-colonel Péroz, chargé d'organiser le tout nouveau 3^e Territoire militaire, a pour instructions, d'abandonner Say, de s'installer à Tahoua, Tessaoua et Zinder et de faire la liaison avec le Tchad, le tout sans jamais pénétrer en territoire britannique¹¹. Il n'est, alors, pas encore clairement question d'occuper ces régions ou d'y organiser une administration, mais plutôt d'y faire acte de présence, de déterminer leur valeur et leur utilité et de prendre contact avec les populations¹². Péroz, selon ses compagnons Jean et Landeroin, souhaite en premier lieu ouvrir avec les autorités locales « des

96 lettres qui ont été particulièrement sous-exploitées jusqu'ici. Une partie de ce corpus de lettres a été analysée par Benedetta Rossi dans le chapitre "Transforming Government: Initial Impacts of Colonial Conquest, 1899-1917", in Benedetta Rossi, *Ader: Governing the Desert Edge* (Cambridge: Cambridge University Press, 2014). Le manuscrit doit paraître en 2014 et l'auteur m'a fait l'honneur de me communiquer une version préliminaire en juillet 2012.

9 De nombreuses lettres sont reproduites dans des ouvrages sans qu'il ait encore été possible de retrouver les documents originaux, Fernand Foureau, *D'Alger au Congo par le Tchad : mission saharienne Foureau-Lamy*, Paris, Masson, 1902, p. 105-106, 186, 215-217, 228-229, 244, 320 ; Fernand Foureau, *Documents scientifiques de la mission saharienne, mission Foureau-Lamy*, Paris, Masson et Cie, 1905, p. 902-904 ; Yehoshua Rash, *Les premières années françaises au Damergou : des colonisateurs sans enthousiasme*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer, 1973, p. 81-83, 86-89, 100-101.

10 Lieutenant Jean, *Les Touareg du Sud-Est : l'Aïr. Leur rôle dans la politique saharienne*, Paris, E. Larose, 1909, p. 34.

11 Péroz est le premier commandant du territoire. Il reste en poste du 12 décembre 1900 au 14 novembre 1901.

12 « Un 3^e Territoire militaire », *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, n° 7, juillet 1900, p. 248.

relations cordiales », fondées sur une « bonne entente basée sur les garanties du respect de leurs traditions religieuses et autres, de leur liberté, de leur hégémonie sur leurs vassaux, à la condition qu'ils reconnussent la suprématie de la France »¹³.

Mais la tâche est difficile. Le 3^e Territoire n'existe que sur le papier. Quand le colonel Péroz, arrive sur place, il est consterné. Il ne dispose en 1901 pour occuper cette immense région que de 20 officiers et 29 sous-officiers ou soldats, d'un bataillon de tirailleurs de 600 fusils, de 73 776 francs, de six mois de vivres et d'un médecin, « pas de médicaments, pas d'infirmier, pas d'instruments de chirurgie, aucun matériel quel qu'il soit, aucun document administratif ou autre, pas de fournitures de bureau, pas d'agent comptable, du trésor, des postes, des affaires indigènes », c'est-à-dire aucun personnel administratif, pas même un seul interprète¹⁴. Il n'a pas non plus « d'objets d'échange ou de cadeaux, pas d'animaux de trait ou de bât », et pratique de ce fait la réquisition auprès des populations¹⁵.

13 Lieutenant Jean, *Les Touareg, op. cit.*, p. 18 (cf. note 10). Landeroin fait un récit similaire : « Pour organiser le territoire, il fallait le parcourir, visiter tous les chefs, se rendre compte de leur influence, de la façon dont ils administraient leurs compatriotes ou leurs sujets, fixer leurs attributions, leurs faire connaître leurs droits devoirs à l'égard des autorités françaises », Archives privées Landeroin, Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer, ci-après BASOM, Fonds Landeroin, 12-5, p. 3.

14 Lieutenant-colonel Péroz, *Occupation et garnison*, 1902, Archives nationales d'outre-mer, ci-après ANOM, SG Tchad 1. 1, p. 4-5 et 69. Les effectifs sont ensuite augmentés à 100 Européens et 800 tirailleurs.

15 *Ibid.*, p. 69.

Le groupe d'officiers qui l'accompagne ne rassemble pas des débutants, mais des professionnels de l'occupation coloniale en zone sahélienne. Comme Péroz l'écrit en 1905 : « Ce n'était autour de moi que de vieux Soudanais, vieux non par l'âge mais par l'expérience, par les longs séjours et les interminables raids à travers l'Afrique occidentale »¹⁶. En effet, beaucoup ont pris part à la conquête du Soudan, Péroz y a mené deux campagnes, avant de partir au Tonkin, tandis que Gaden et Mangin ont participé à la capture de Samori aux côtés de Gouraud. D'autres ont participé à des expéditions de conquête, Meynier a enchaîné la mission Voulet-Chanoine, puis la mission Joalland, tandis que l'interprète Landeroin était de la mission Marchand. Moll et Tilho ont, eux, conduit l'occupation de postes soudanais et dahoméens, de Dounzou pour le premier, et Gaya et Carimana pour le second. Ce qui lie ces hommes dépasse parfois leur expérience commune au Soudan. Gouraud, Gaden et Moll étaient condisciples à Saint-Cyr en 1888-1889, tout comme Tilho et Meynier en 1894-1895. Plusieurs appartiennent à des dynasties coloniales et ont déjà perdu un frère sur les théâtres ultra-marins, comme Mangin ou Moll.

Parmi les tirailleurs africains, certains ont aussi enchaîné les campagnes, à l'image du tirailleur Bé Watara qui aurait parcouru entre 1899 et 1902 entre 8 000 et 9 000 km à pied au

16 Lieutenant-colonel Péroz, « Introduction », in Eugène Lenfant, *Le Niger. Voie ouverte à notre Empire africain*, Paris, 1905, p. V.

sein des colonnes d'occupation françaises au Soudan et en Guinée, puis au Niger et au Tchad¹⁷. La colonne de tirailleurs qui arrive en décembre 1900 sur les bords du Niger ressemble alors, selon Péroz, à une « horde barbare » de « guerriers à tout faire » qui, ne recevant plus ni solde, ni vivres, ni vêtements, ont été autorisés, lors des campagnes du Soudan, à se nourrir sur le pays, et a ainsi grossi d'une « smala de femmes et d'enfants de provenances suspectes »¹⁸. Péroz tente avant le départ pour l'est de faire abandonner femmes et enfants, alors qu'il est en butte à une résistance sourde de la troupe, dans des régions où des tirailleurs se sont déjà révoltés l'année précédente¹⁹.

Durant la période de grande hostilité de 1898 à 1901, les occupants se déplacent uniquement en colonnes ou en détachements armés de plus ou moins grande taille. Pour éviter toute surprise et empêcher que l'on puisse repérer leurs campements, les colonnes lèvent le camp chaque soir au crépuscule et marchent trois ou quatre heures dans l'obscurité avant de camper en pleine brousse, sans feu, ni lumière²⁰. La troupe trouve souvent les villages entièrement évacués et les puits bouchés, dans une forme de résis-

tance par le vide²¹. Dans cette situation, les occupants ont le plus grand mal à se déplacer, à savoir quels itinéraires utiliser, où trouver les puits, où se ravitailler ; ils sont limités par leur méconnaissance du terrain, leurs faibles effectifs et l'interdiction qu'ils ont de passer en zone britannique²².

Ces officiers entreprennent alors depuis leurs campements, localisés successivement à Say, puis Sorbo haoussa, Tahoua et Zinder, de prendre contact avec les chefs de la région. En position de faiblesse, ils sont obligés d'entrer en dialogue avant d'entrer directement en contact, tandis que les autorités politiques locales acceptent, tout en restant en retrait, de correspondre avec ces nouveaux arrivants, à la fois pour savoir à qui ils ont affaire, mais aussi pour connaître leurs intentions. Dans ce climat d'hostilité sourde où une troupe d'inconnus vient imposer sa domination au nom de la paix, chacun se jauge à distance, écrit pour gagner

17 Bé Wattara, « Témoignage d'un Dyan de Diébougou incorporé dans les troupes coloniales africaines (1898-1901) », *Journal des africanistes*, t. 68, fasc. 1-2, 1998, p. 272-291.

18 Lieutenant-colonel Péroz, « Entre Niger et Tchad », *Revue de Paris*, mars-avril 1904, t. 2, p. 737.

19 Muriel Mathieu, *La mission Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 168.

20 Archives privées Landeroin, BASOM, Fonds Landeroin, 12-5, p. 4.

21 « La marche fut très pénible pour le détachement par suite du vide absolu fait devant lui par les populations. Les questions d'eau, de vivres, de guides et de portage, sans pouvoir être jamais bien résolues, suscitèrent de nombreuses difficultés », ANN 27. 1, *Rapport du lieutenant Jigandon sur la marche de Say à Zinder*, 17 août au 6 novembre 1900.

22 « Le capitaine Cornu part un jour de Filingué avec 45 tirailleurs et un convoi léger. Trompés par des renseignements indigènes, le petit détachement s'égare et erre dans la brousse pendant deux jours. Enfin Cornu retrouve la direction. Mais il ne lui reste plus que trente litres d'eau et il est encore à 20 kilomètres de Laham. Cinq tirailleurs sont déjà morts de soif », Général Gouraud, *Zinder Tchad. Souvenirs d'un Africain*, Paris, Plon, 1944, p. 41.

du temps, éviter la confrontation et savoir à quoi s'attendre.

La confusion des langues

Cette correspondance entre militaires français et autorités politiques locales se déroule en langue arabe. Mais ceux qui échangent ainsi, dans leur très grande majorité, qu'ils soient Français ou originaires du Sahara et du Sahel central, ne parlent ni ne lisent cette langue. De part et d'autre, on fait donc écrire par des scribes ou des interprètes des missives que l'on est le plus souvent incapable de déchiffrer et que l'on envoie à des interlocuteurs qui n'y auront pas non plus accès directement. La langue de cette diplomatie n'est ni celle des uns, ni celles des autres et reste le plus souvent illisible sans la médiation d'un tiers.

La région est marquée, en ce début du ^{xx}^e siècle, par un contexte de polyglossie où chacun parle plusieurs langues, notamment l'une des deux langues véhiculaires haoussa ou kanouri, mais où l'on s'exprime dans des lettres, des manuscrits ou sur le sable en arabe classique et parfois en *ajami* haoussa, kanouri ou peul. L'arabe occupe ainsi une place particulière : c'est la langue de l'écrit, la langue savante, celle des débats théologiques et des négociations diplomatiques, mais ce n'est pas celle dans laquelle s'exerce ou se dit quotidiennement le pouvoir. L'usage de l'arabe est à la fois étranger et familier, incompréhensible mais commensurable, et

permet de communiquer dans un large espace international.

Dans ce contexte diplomatique marqué par le plurilinguisme et la diglossie entre écrit et oral, l'écrit ne se suffit jamais à lui-même : ni sa consignation, ni sa lecture ne vont de soi. Les lettres sont dictées en langue vernaculaire, puis traduites et mises par écrit par des scribes, même quand les souverains ont une maîtrise des compétences scripturaires²³. La plupart du temps illisibles pour ceux qui les reçoivent, ces lettres sont faites pour être lues publiquement. La mise au jour du contenu des missives diplomatiques obéit à un protocole quotidien, auquel plusieurs voyageurs européens ont assisté dans les années 1880-1890. Staundinger décrit comment, pour lire ses lettres de recommandation à la cour du chef de Nasarawa, on envoie chercher un *malam* (savant) qui, devant tous, déchiffre la lettre, puis la lit en la traduisant simultanément en haoussa et reçoit pour cela un cadeau²⁴. Même pour ces professionnels, la lecture et la traduction des textes n'est pas toujours évidente, on s'y met parfois à plusieurs, on débat des interprétations possibles, avant d'arriver à une version acceptable. Cazemajou raconte qu'il faudrait une journée au *cadi* et au *malam* du *sarki* (chef)

23 Comme c'est le cas ailleurs, Lidwien Kapteijns, Jay Spaulding, eds., *After the Millennium*, op. cit., p. 2 (cf. note 1).

24 Paul Staundinger, *In the Heart of the Hausa States*, traduit par Johanna Moody (Athens: Ohio University, [1889] 1990), t. 1, p. 58-59.

pour traduire de l'arabe au haoussa le texte du traité qu'il demande au *sarki* de signer²⁵.

Pour les Français, la langue arabe est, dans la plupart des cas, tout aussi étrangère, à l'exception de quelques-uns l'ayant appris alors qu'ils servaient en Algérie, comme le commandant Lamy. De même, si certains de ces officiers parlent une langue africaine, ce sont plutôt des langues apprises au Soudan, comme Gaden qui y a appris le peul et le bambara, tout comme Voulet²⁶. Le contexte de conquête renforce l'amoncellement de langues qui est celui de cette région. Comme l'écrit le commandant Lamy dans une lettre à son oncle, rédigée à Zinder en novembre 1899 :

« C'est vraiment ici le pays de la confusion des langues, la Babel africaine, jugez plutôt : nous parlons le français, qui n'est compris que par quelques-uns d'entre nous [...] ; ensuite vient l'arabe, compris par les soldats de notre mission, tandis que le détachement de tirailleurs soudanais ne comprend que le bambara, ensuite le touareg parlé par les gens de cette race, puis le Haoussa parlé par la plus grande partie de la population de Zinder, le Béribéri, idiome des originaires de Kano et des bords du lac Tchad [...],

enfin le Tebou parlé par les caravanes venant de l'Est et du Nord-Est »²⁷.

Au sein même des colonnes françaises, le dialogue ne va donc pas de soi et la traduction est quotidienne. Dans cet espace plurilingue, tout le monde n'est pas, en effet, polyglotte et la question des interprètes s'avère cruciale.

Pourtant, lorsque le 3^e Territoire militaire est créé en décembre 1900, aucun interprète n'y est affecté. Le colonel Péroz avait, depuis Conakry, demandé l'affectation d'interprètes songhay, haoussa, tamasheq et arabe, demande qu'il réitère à son arrivée à Say. Mais c'est seulement en février 1901 que deux interprètes lui sont envoyés : Ismail Ben Raia et Moïse Landeroin qui ne parle, lui, que l'arabe²⁸. Dans son rapport de fin de campagne, Péroz conclut avec franchise : « C'était l'isolement, la séparation complète entre les populations et nous »²⁹. À partir des forces en présence, est fabriqué un réseau d'interprètes formé d'ex-domestiques ou d'ex-tirailleurs parlant français et un peu de haoussa ou de songhay. Landeroin qui, à son arrivée, ne possédait que des compétences en arabe dialectal et classique, ce qui était largement inutile pour nouer un dialogue direct

25 Capitaine Cazemajou, « Du Niger au lac Tchad. Journal de route du capitaine Cazemajou », *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, n° 2, février 1900, p. 46.

26 Fabrice Métayer, « Des Français à la conquête de l'Afrique occidentale. Le regard d'Henri Gaden à travers sa correspondance, 1894-1899 », *Rahia-Clio en @frique*, n° 9, 2003, p. 36 ; Bé Wattara, « Témoignage », *op. cit.*, p. 284 (cf. note 17).

27 Émile Reibell, *Le commandant Lamy. D'après sa correspondance et ses souvenirs de campagne (1858-1900)*, Paris, Hachette, 1903, p. 549.

28 Lieutenant-colonel Péroz, *Occupation et garnison*, 1902, ANOM, SG Tchad 1. 1, p. 43.

29 *Ibid.*, p. 44.

avec les populations, commence rapidement à se familiariser avec le tamasheq et le haoussa³⁰.

La diglossie entre langue écrite et orale complique le problème. Dans les pratiques de la diplomatie locale, toute négociation se déroule à la fois à l'écrit, en langue arabe, et à l'oral, en langue vernaculaire. Une lettre est apportée par un envoyé qui, le plus souvent, diffuse aussi un message oral. De plus, ce n'est jamais l'écrit qui porte le secret dans la mesure où les lettres appartiennent à l'espace public. Elles ne sont pas cachetées, et lues publiquement elles nécessitent le plus souvent l'intervention d'un tiers pour être déchiffrées. Parfois un coursier fait lire la missive qu'il porte à ceux qu'il rencontre³¹. C'est une diplomatie d'intermédiaires, dans laquelle une lettre anodine peut être apportée par un envoyé chargé de transmettre un message important. Pour les Français, il faut donc à la fois un interprète capable de déchiffrer et de traduire la lettre arabe et un autre qui pourra converser avec l'émissaire. Il leur est parfois difficile de s'adapter à cette pratique, d'autant qu'ils n'ont la plupart du temps pas confiance

dans les intermédiaires qui les représentent. La croyance de ces officiers dans la supériorité de l'écrit au mépris des pratiques locales est parfois perceptible dans leurs courriers : « Mes paroles sont écrites dans ma lettre et ne sont pas dans la bouche de Nassirou »³².

Le dialogue épistolaire qui se noue est ainsi le résultat d'une chaîne de traductions se réalisant dans un double mouvement du passage de l'oral à l'écrit. Les lettres ont d'abord été dictées en haoussa, en tamasheq ou en français à des spécialistes de la traduction et de l'écriture, qui ensuite les ont à la fois traduites et transcrites par écrit puis, à leur réception, ces lettres ont été déchiffrées, lues et traduites oralement et, dans le cas français, à nouveau mises par écrit.

La langue arabe et la rhétorique islamique comme lieu commun

La spécificité de ce corpus est qu'il ne s'agit pas de lettres saisies dans un contexte de conflit ou de défaite par le colonisateur sur le champ de bataille ou dans le palais d'un souverain vaincu, mais d'un échange épistolaire non contraint, de lettres envoyées volontairement pour obtenir une faveur, négocier quelque chose, refuser ou accepter une situation. Le corpus est inégal, la majorité des lettres envoyées par les autorités locales a été conservée dans leur version originale arabe, tandis que pour les lettres rédigées par les militaires français, seules les ver-

30 Cet instituteur originaire du Loir-et-Cher a appris l'arabe alors qu'il enseignait en Tunisie de 1887 à 1893. Il passe et obtient en octobre 1893 l'examen d'interprète militaire et est nommé interprète militaire en février 1895 ; il rejoint en juin 1896 la mission Marchand en tant qu'interprète arabe. Landeroin, dès son arrivée au Niger, alors qu'il accompagne la colonne vers Zinder décide de se familiariser sur la route avec le tamasheq et le haoussa, recueillant des listes de vocabulaires, Archives privées Landeroin, BASOM, Fonds Landeroin, 12-1, p. 1.

31 Fernand Foureau, *D'Alger au Congo, op. cit.*, p. 216 (cf. note 9).

32 ANN 7 B 1. 1, sous chemise Aouellimindens (sic) de Mohammat, lettre du 15 mars 1902.

sions originales françaises ont été conservées, à quelques exceptions près³³. Les traductions sont, pour les lettres reçues comme pour les lettres envoyées, signées dans leur très grande majorité de la main de l'interprète Landeroïn.

Toutes ces lettres, qu'elles soient rédigées par les autorités politiques locales ou les militaires français suivent les règles formelles de la diplomatie épistolaire en usage dans la région. Elles sont rédigées dans une forme d'arabe mixte dont la syntaxe est essentiellement dialectale de type maghrébin, mais qui comprend également un certain nombre de formules relevant de l'arabe littéraire. Organisées selon le protocole standardisé des lettres de chancellerie que l'on retrouve aussi au Maghreb, elles commencent par une formule religieuse de type « Louanges à Dieu clément et miséricordieux », *bi-ism ʿAllāh al-Raḥmān, al-Raḥīm*, puis, après un espace et parfois un sceau, sont indiqués les noms de l'envoyeur et du destinataire, suivis d'une formule de politesse. La lettre est en général introduite par une formule type « j'écris pour vous informer que... » et se termine par une formule pieuse. Dans la plupart des cas, les lettres ne sont pas datées, comme c'est notamment l'usage à Sokoto, sauf quelques-unes, comme une lettre

du colonel Péroz au chef des Ouillimiden Laoueï, datée selon le calendrier islamique³⁴.

Dans notre corpus, les lettres rédigées par les militaires français utilisent subtilement la rhétorique islamique³⁵. Elles sont émaillées de formules conventionnelles pieuses et invoquent toutes ʿAllāh. La seule mention et la seule citation du Coran sur l'ensemble des 96 lettres du corpus est l'œuvre du colonel Péroz qui, dans une lettre à al-Mahdi es-Senoussi, cite le « chapitre V verset 42 » pour l'inviter à interdire à ses disciples de piller les caravanes de Mallam Yaro, allié des Français³⁶. En revanche, aucune n'évoque le prophète ou n'utilise de formule y faisant référence. Il semble que les militaires aient sélectionné dans la rhétorique musulmane ce qui était acceptable pour eux ; ainsi invoquer un Dieu tout puissant pour ces militaires souvent croyants ne pose pas vraiment problème. Certaines lettres évoquent aussi le roi des Français, s'adaptant ainsi au contexte de discussion interculturelle. Mais invoquer Dieu et le roi des Français est certainement facile pour ces officiers, à la sensibilité de droite marquée, comme Moll dont Barrès signe la préface de l'édition des correspondances, ou Gaden, dont les

33 Dans le dossier ANN 7 B 1. 1, parmi les 96 lettres, 33 ont été écrites par des militaires français et 63 par des souverains locaux. Pour 60 de ces lettres nous avons à la fois la version française et arabe et pour 36 uniquement la version française. Dans deux cas, nous avons des lettres des militaires français dans leur version arabe.

34 Murray Last, *The Sokoto Caliphate*, op. cit., p. 193 (cf. note 3), ANN 7 B 1. 1, sous-chemise Goummel, lettre du 20 janvier 1901.

35 L'analyse est évidemment ici limitée par le fait que nous n'avons que deux versions arabes de ces lettres.

36 ANN 7 B 1. 1, sous-chemise Goummel 1901, lettre du 17 mai 1901. La référence correspond à la sourate al-Māʿida/la table servie, Coran, V, 42, Denise Masson (éd.), *Le Coran*, Paris, Gallimard, t. 1, p. 133.

lettres personnelles révèlent l'antisémitisme, les convictions antidreyfusardes et l'opposition au suffrage universel³⁷.

La question de l'usage de la rhétorique islamique par les militaires français est à mettre au regard de la politique d'affirmation de la France comme puissance musulmane, politique qui se renforce dans les années 1890 avec la nomination de Jules Cambon comme gouverneur de l'Algérie et la signature de la convention franco-britannique qui fait du Sahara une zone d'influence française³⁸. La France cherche et obtient alors, sous l'égide de ce dernier, une *fatwā* des principales autorités de La Mecque affirmant que la soumission à un gouvernement européen est acceptable pour les musulmans³⁹. Les militaires français qui regardent vers la Mauritanie prônent, eux, l'établissement de relations étroites avec les confréries soufies et construisent l'idée d'une France respectueuse de l'islam modéré des confréries. Certains, notamment parmi ceux ayant servi en Algérie, sont convaincus de cette politique. Ainsi, à la veille du départ de la Mission saharienne en direction du sud, Lamy sollicite des lettres de recommandation auprès de *mokadem* (dirigeants) de la confrérie Tijāniyya, qu'il envoie ensuite à chaque étape aux autorités des

régions dans lesquelles il souhaite se rendre⁴⁰. Selon le récit de son compagnon Foureau, il écrit aussi régulièrement aux autorités locales des courriers qui « contiennent toutes les affirmations pacifiques possibles, enveloppées dans des formules religieuses du Coran, auxquelles Lamy attache une haute importance »⁴¹. Le commandant Lamy pousse cette conviction jusqu'à pratiquer scrupuleusement le jeûne du mois de ramadan pendant la traversée du désert.

Mais au-delà de son caractère rhétorique, lié à l'adaptation à un protocole diplomatique formel marqué par la culture islamique, ces références ont aussi une valeur argumentative. Elles permettent à ces officiers d'invoquer « ʾAllāh tout puissant qui donne la puissance à ceux qu'Il a choisis pour faire régner la paix dans le monde », « qui nous [Français] a donné le pouvoir de punir les hommes qui se disent serviteurs de Dieu mais dont les actions sont agréables à Satan » et « dont la loi prescrit aux hommes de se soumettre au chef à qui il a donné le commandement des nations et des peuples »⁴². Il est ici fait référence implicitement à un discours savant de compromis avec les détenteurs du pouvoir, qui reflète une culture politique sunnite de soumission du religieux au politique et

37 Fabrice Métayer, « Des Français à la conquête », *op. cit.*, p. 41-44 (cf. note 26).

38 David Robinson, *Sociétés musulmanes*, *op. cit.*, p. 126-127 (cf. note 6).

39 *Ibid.*, p. 128 ; Charles Robert Ageron, *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)*, Paris, PUF, 1968, t. 1, p. 513.

40 Fernand Foureau, *D'Alger au Congo*, *op. cit.*, p. 17-18 (cf. note 9).

41 *Ibid.*, p. 151-152.

42 ANN 7 B 1. 1, sous-chemise Goummel 1901, dans l'ordre : lettres du 27 mai 1901, du 1^{er} mars 1901, du 20 janvier 1901.

de reconnaissance du fait accompli⁴³. Les militaires français utilisent ici les implications d'un discours appelant à la conciliation, y compris avec l'opresseur.

Du côté des autorités politiques qui leur écrivent, la question de la religion est finalement aussi ambiguë. La plupart des régions dont proviennent ces lettres se sont, au cours du XIX^e siècle, opposées au rigorisme religieux du jihad de Sokoto, notamment pour ne pas avoir à renoncer à des pratiques religieuses animistes. Ces régions n'ont donc pas rejoint le jihad, elles l'ont même souvent combattu et n'ont pas été intégrées au califat qu'il a créé. En 1900, bien que cette région soit au cœur d'une zone de contact islamique ancien, l'islamisation y est superficielle et si l'islam est un fait familial, il est pratiqué à des degrés divers de ferveur et l'imbrication des registres religieux reste courante⁴⁴. Tous ceux qui écrivent aux Français sont donc musulmans, mais pratiquent un islam mêlé à d'autres éléments religieux et pour eux l'islam est loin d'être le seul système de référence qui informe leur position vis-à-vis de ces nouveaux interlocuteurs. Dans ce contexte la promesse française de garantir la liberté religieuse fait écho à l'intolérance de Sokoto.

À l'exception des tournures pieuses qui ponctuent les formules de politesse, les références religieuses ou les arguments d'autorité et de légitimation liés à l'islam sont peu présents dans les lettres des autorités politiques locales. Dans la plupart de celles-ci, les Français ne sont pas désignés par le terme de *kuffār* (infidèle), à deux exceptions près, mais par celui de *naṣārā* (chrétien). Dans la mesure où ces lettres sont adressées directement aux Français, il pourrait s'agir d'une politesse destinée à ne pas vexer leurs interlocuteurs, marquant la volonté d'entrer en dialogue et de négocier. Mais cet usage est également le reflet de la spécificité religieuse de cette région, comme le montre la seconde occurrence du terme de *kuffār* dans notre corpus. Celui qui se présente comme l'émir du Gober, Balarabe, déclare : « Par Dieu, les gens du pays du nord au sud ne nous aiment pas à cause de l'amitié que nous avons pour vous et vos affaires ; tous disent que nous sommes des infidèles comme vous »⁴⁵. À l'inverse, lorsque le sultan de Sokoto répond aux lettres des Britanniques et entend s'opposer à eux, le ton n'est pas le même : « Nous n'aurons jamais rien à faire avec vous. Entre vous et nous, il ne peut y avoir de relations à part celles entre Musulmans et infidèles [*kuffār*] »⁴⁶.

43 David Robinson, Jean-Louis Triaud, *Le temps des marabouts. Itinéraires et stratégies islamiques en Afrique occidentale française, v. 1880-1960*, Paris, Karthala, 2012, p. 17.

44 Zakari Maïkoréma, *L'islam dans l'espace nigérien*, Paris, L'Harmattan, 2009, t. 1, p. 120.

45 ANN 7 B 1. 1, sous-chemise Birnin Konni, lettre du 9 juillet 1901.

46 Henry Fleming Backwell, *The Occupation of Hausaland, op. cit.*, p. 13-14 (cf. note 1); Rowland Adeleye, *Power and Diplomacy in Northern Nigeria, 1804-1906. The Sokoto Caliphate and its Enemies* (London: Longman, 1971) p. 256.

La religion apparaît ici paradoxalement comme un moyen terme entre des populations qui se considèrent comme musulmanes mais dont les pratiques religieuses les ont vouées aux gémonies de leur voisin Sokoto, et des officiers qui « simul[ent] les pratiques de la vraie croyance et qui offr[ent] au Dieu unique, dont Mahomet est le prophète, une foi presque aussi sincère que la leur »⁴⁷. Mais si la langue arabe et la religion offrent les moyens d'une mise en dialogue, c'est la politique qui est au cœur du débat.

Des négociations ordinaires ?

La variété des réponses possibles à l'arrivée des Européens en Afrique a souvent été caricaturée ou réduite à une opposition binaire entre collaboration et résistance. Mais cette alternative pré-suppose que l'arrivée des Européens aurait fait table rase des dynamiques locales antérieures et serait devenue instantanément le critère de lecture dominant des situations. Pour les militaires français, leur arrivée est l'événement le plus important qu'ait connu la région, mais pour les autorités politiques locales, c'est un événement parmi d'autres, qui n'est pas considéré uniquement pour lui-même mais au regard d'une longue et complexe histoire locale qui, souvent, joue un rôle prédominant dans leurs réactions.

47 Reibell à propos du commandant Lamy, Émile Reibell, *Le commandant Lamy, op. cit.*, p. XIV-XV (cf. note 27).

Les nasārā sont-ils des interlocuteurs comme les autres ?

Pour déterminer dans quelle mesure les échanges entre les militaires et les autorités politiques locales sont comparables à ceux qui rythment d'ordinaire la diplomatie de cette région, il nous est possible de les confronter au corpus des lettres saisies dans la maison du Wazīr Bohari, au moment de la conquête de Sokoto, en 1903. Ces 131 lettres couvrent à peu près la même période, 1900-1904, et rassemblent la correspondance reçue par Sokoto de la part des différents émirs de la région avant l'arrivée des Britanniques⁴⁸. Cette comparaison est limitée par le fait que leur publication, en 1927, par un administrateur britannique ne comporte pas de reproduction des originaux arabes, qui sont aujourd'hui conservés au Nigeria.

Dans leur structure, les lettres des deux corpus sont similaires, ce qui témoigne simplement du caractère formel de la diplomatie en usage dans ces régions. Les salutations et les formules de politesse sont moins importantes dans le corpus de Sokoto, mais il semble qu'elles aient été pour une part coupées par l'éditeur. Dans notre corpus, l'intégralité du contenu des lettres a été conservée au niveau du sens par le traducteur Landeroin, mais on remarque en retournant au texte arabe que ce dernier rogne régulièrement les longues formules de politesse,

48 Henry Fleming Backwell, *The Occupation of Hauseland, op. cit.*, prefatory note (cf. note 1).

les développements protocolaires et les expressions conventionnelles pieuses. Ceci témoigne du mépris dont font preuve les Français pour le formalisme de cette diplomatie, comme l'explique Foureau à propos de la publication des lettres reçues par la mission : « J'en ai éliminé les formules religieuses qui commencent toujours et qui encombrant fort inutilement les lettres des musulmans »⁴⁹. Pourtant, la manière dont sont exprimées ces formules, leur longueur, leur caractère plus ou moins obséquieux ou respectueux, les façons d'invoquer Dieu, disent beaucoup des termes de la relation.

On remarque aussi, dans le corpus de Sokoto, de nombreuses lettres de courtoisie envoyées par les émirs pour demander des nouvelles de la santé de leur interlocuteur, le féliciter pour son avènement ou sa nomination, saluer son retour ou son départ. En revanche, dans le corpus des lettres envoyées aux militaires français, on ne trouve qu'une ou deux lettres de ce type, sans qu'on ne puisse en tirer de conclusion.

Plusieurs lettres du corpus contiennent des réponses dilatoires des autorités politiques locales, dans lesquelles elles s'excusent de ne pas avoir encore fait ce que les Français leur avaient demandé, notamment se rendre auprès d'eux, en invoquant par exemple un danger imminent, l'incapacité à obtenir l'accord de leurs administrés, la dispersion des groupes, mais aussi la maladie : « J'ai mal aux yeux et

voyager me ferait mal », etc⁵⁰. Les Français s'agacent : « Dieu m'a donné de la patience mais c'est la patience d'un homme, elle n'est pas éternelle », puis se crispent : « Le temps des lettres est passé ! Tu connais les conditions de la paix [...]. Si tu ne les écoutes pas, Dieu décidera entre nous »⁵¹. Sans que cela ne change en rien la réaction de ceux de leurs interlocuteurs qui ont décidé de ne pas faire ce qui leur était demandé⁵². Mais ces manœuvres dilatoires ne sont pas spécifiques au dialogue avec les Français. Ainsi dans leurs lettres à Sokoto, les émirs s'excusent aussi régulièrement de ne pas être venus, ou de ne pas avoir fait ce qui était demandé, et cherchent à gagner du temps : « Veuillez excuser mon retard, je n'ai pas pu partir tôt » ; « Nous nous préparons à partir mais nous avons peur de nos ennemis »⁵³.

Néanmoins, à côté de ces réponses dilatoires, on trouve dans les lettres des émirs à Sokoto de nombreuses marques d'obéissance, à travers la formule récurrente : « Nous avons entendu et nous obéissons », correspondant à l'expression arabe toute faite *sam^can wa-ṭā^catan*. En revanche, cette expression n'apparaît quasi-

49 Fernand Foureau, *Documents scientifiques*, op. cit., 1905, p. 902 (cf. note 9).

50 ANN 7 B 1. 1, sous chemise Aouellimindens (sic) de Mohammat, lettre du 3 novembre 1901.

51 *Ibid.*, sous-chemise Sabon Birni, lettre du 6 juillet 1901 ; sous chemise Aouellimindens (sic) de Mohammat, lettre 8.

52 Comme l'a montré Benedetta Rossi à propos de Makhammad l'Aménokal des Iwellemmeden, Benedetta Rossi, *Ader: Governing the Desert Edge*, op. cit. (cf. note 8).

53 Henry Fleming Backwell, *The Occupation of Hausaland*, op. cit., p. 17 et 29 (cf. note 1).

ment jamais dans les lettres répondant aux Français, à une exception près⁵⁴. Les interlocuteurs des Français protestent néanmoins souvent de leur obéissance, mais dans des formules moins engageantes, à l'exemple du chef de Birnin'Konni qui écrit : « Nous t'obéirons tant que nous pourrons »⁵⁵.

Dans cette région, une lettre arrive généralement avec un cadeau⁵⁶. En fonction de l'importance du destinataire, du type de relation que l'on entretient avec lui et de ce qu'on lui demande, on envoie une pièce d'habillement ou de tissu, des noix de cola, un ou plusieurs chevaux ou des esclaves. Ces présents ne sont pas des tributs mais des marques de politesse et de respect. En général, celui qui écrit indique, souvent en post-scriptum, quel type de cadeau accompagne sa lettre, de manière à ce qu'il ne disparaisse pas en route. Si l'on compare les cadeaux envoyés à Sokoto et aux Français, on remarque immédiatement que les autorités politiques locales n'envoient pas d'esclaves aux Français, alors que c'est très fréquemment le cas pour Sokoto. On ne leur envoie pas non plus de pièces d'habillement ou de tissu ; par contre, on leur offre des bœufs, des chevaux et des noix de cola, très appréciées des tirailleurs. Les autorités politiques locales marquent ainsi discrètement qu'elles ont conscience de la spécificité de

leurs interlocuteurs. Ce qui est largement à leur avantage, les esclaves étant un des cadeaux les plus coûteux.

Cette très grande adaptabilité des formes épistolaires se retrouve sur un autre plan. Dans la plupart de leurs courriers, les autorités politiques locales et leurs scribes, adoptent presque instantanément les mots français de colonel, capitaine et commandant. La transcription de ces mots reste aléatoire au cours de la période : *kūlankil*, *kūlnīl*, *kūlīnal*, *kūnīnīl*, *qabiṭa*, *qabiṭān*, *kūmand*, *kūmandan*, etc. Il est difficile de déterminer comment l'adoption de ces titres s'est réalisée ; les scribes reprennent certainement les termes des lettres des Français ou transcrivent les mots entendus. Cependant cette adaptation et ces acquisitions volontaires sont sélectives. Ainsi, bien que les Français ne se désignent jamais comme des *naṣārā*, mais plutôt comme des *firansiyyun*, c'est le mot de *naṣārā* qui reste largement prédominant dans les lettres qui leur sont envoyées par les émirs et les sultans. On remarque aussi que les mots arabes utilisés par les autorités de la région pour désigner le chef des Français sont en général équivalents à ceux utilisés pour se désigner eux-mêmes, par exemple de l'émir... à l'émir des Français.

Ainsi, ces autorités politiques semblent moduler subtilement leurs discours et leurs pratiques de cette diplomatie épistolaire, afin d'être immédiatement intelligibles par leurs destinataires, de ne pas les froisser ou tout simplement de les flatter. Mais l'étrangeté de ces interlocuteurs

54 ANN 7 B 1. 1, sous-chemise Goummel 1901, lettre du sultan de Goummel du 9 juin 1901.

55 *Ibid.*, sous-chemise Birnin Konni, lettre du 9 juillet 1901.

56 Murray Last, *The Sokoto Caliphate*, *op. cit.*, p. 197 (cf. note 3).

que sont les militaires français peut parfois constituer une opportunité, ces nouveaux arrivants ne sachant ni qui est qui, ni quelles sont les règles du jeu, ce qui permet à certains de se réinventer.

De la part du sultan... fils du sultan...

Alors que parmi les militaires français, ceux qui écrivent appartiennent à un groupe homogène, par leur formation, leur métier, mais aussi parce qu'ils partagent une expérience, des convictions et des faits d'armes communs, ceux à qui ils s'adressent et qui s'adressent à eux constituent un groupe plus disparate et plus difficile à appréhender. Au cours du siècle qui vient de s'achever, l'organisation spatiale et politique de ces régions a été entièrement transformée. Les guerres, les conflits et les affrontements idéologiques, liés au jihad de Sokoto, ont eu pour conséquence la redistribution des échanges selon de nouveaux axes et la constitution de nouveaux centres politiques, dont certains sont devenus de puissants États, tels le Damagram (Zinder), ou de nouvelles *sarauta* (chefferie), comme Maradi. De plus, les régions entre Niger et Tchad ont été, dans les années 1898-1900, largement bouleversées par les différentes armées de conquérants qui se sont succédé et, dans plusieurs zones, les pouvoirs locaux ont été fortement ébranlés.

Tous ceux qui écrivent aux Français le font depuis une position d'autorité. Les lettres commencent par une adresse formulée comme une

affirmation de pouvoir : de la part du sultan, de l'émir, du chef... Souvent cette affirmation s'exprime en termes de lignage et de généalogie : « de la part du sultan, fils du sultan » ou : « de l'émir, fils de l'émir ». On remarque deux lettres écrites par des individus n'affirmant pas une position de pouvoir politique, l'une rédigée par le représentant des commerçants tripolitains demandant la protection des Français pour leur caravane, et l'autre par un *malam* demandant la paix au nom de son groupe⁵⁷. L'interprète Landeroin n'est pas constant dans la traduction des termes utilisés par les différentes autorités politiques pour se désigner ; si « sultan » est conservé dans la traduction française, dans la plupart des cas le mot « chef » est utilisé pour traduire aussi bien *ʿamīr*, que *kabīr* ou *tebeul*⁵⁸. La terminologie la plus couramment utilisée est celle d'*ʿamīr*, tandis que le vocable haoussa de *sarki* qui est pourtant d'usage courant dans la région n'est jamais utilisé. C'est aussi le cas dans la correspondance de Sokoto⁵⁹, ce qui témoigne certainement d'une dichotomie claire entre un usage écrit, reprenant un idiome politique arabe, et des usages oraux usant de la taxinomie haoussa.

Seuls quelques-uns s'autodésignent par le terme de sultan ; la plupart suivant un usage

57 ANN 7 B 1. 1, sous chemise Oullimiden de Laouei, lettre 1, sous-chemise Kelgress Abzins 1901, lettre 5.

58 Tebeul est une transcription du mot tamacheq *ettebel*, qui désigne en milieu touareg un chef important.

59 Murray Last, *The Sokoto Caliphate*, op. cit., p. 196 (cf. note 3).

admis, comme le sultan de l'Aïr, le sultan du Damagaram ou le sultan de Goummel⁶⁰. Pour les autres, l'usage de ce titre est souvent lié au dialogue avec les Français. Ainsi c'est le commandant Lamy qui donne en 1899 à Barmou Danbaskore le titre de sultan de Tessaoua⁶¹. Le choix des Français de désigner comme sultans les souverains de Tessaoua, Goummel ou Tibiry a pour objectif de les flatter. Ces trois *sarauta* sont alors, selon les termes des accords signés entre Britanniques et Français, en territoire anglais. Les Français n'ont pas le droit de s'y rendre, ni théoriquement d'entrer en contact avec leurs souverains. Ils espèrent, néanmoins, au cours d'une renégociation prochaine obtenir la rétrocession de ces territoires à la France, dans la mesure où ces espaces ne faisaient pas historiquement partie de la zone d'influence de Sokoto. Entretenir en sous-main des liens avec ces souverains doit permettre de s'en prévaloir lors des négociations, mais aussi de constituer un argumentaire à opposer aux Britanniques. Pour ceux qui sont ainsi désignés d'un titre disproportionné par rapport à leur pouvoir

réel, cette reconnaissance est parfois inespérée. En effet, ceux qui écrivent aux Français en s'affirmant comme souverains ne le sont pas toujours. Ainsi, dans trois cas, ces derniers reçoivent des lettres de deux personnes différentes se désignant par un même titre, deux sultans de Katsena (Tessaoua), deux sultans du Gobir (Tibiri) et deux sultans d'Agadez.

À Agadez, le sultan a été destitué en 1896, dans un contexte où deux familles se disputent le pouvoir depuis plusieurs générations, les dynasties al-Baqri et al-Rufa'i. Chacun des deux prétendants écrit en se présentant comme le sultan et demande leur soutien aux Français. Ceux-ci connaissent alors très mal la situation de l'Aïr, où ils ne sont pas présents en 1901. De plus, lors du passage de la mission saharienne à Agadez deux ans plus tôt, le comportement hostile de la mission a abouti à une situation de rapport de forces très tendu. La mission s'installe à l'extérieur de la ville, refuse d'y entrer, d'aller présenter ses respects au sultan et demande que celui-ci vienne au camp contre toutes les règles de bienséance. Le sultan vient pourtant le jour même et est longuement reçu par le commandement Lamy. Mais, dix jours plus tard, coup de théâtre, le chef de mission comprend qu'il n'a en réalité jamais vu le sultan et que celui qui s'est présenté à lui n'était qu'une double⁶². Le commandant Lamy fait alors pointer

60 André Salifou, *Le Damagaram ou Sultanat de Zinder au XIX^e siècle*, Niamey, Centre nigérien de recherches en sciences humaines, 1971, p. 46. En 1886, El Kanemi adresse ses lettres au sultan de Goummel, Adrian David Hugh Bivar, "Arabic Documents", *op. cit.*, p. 335 (cf. note 3).

61 Eric Villaudière, « Politique administrative et rivalités dynastiques à Tessaoua, Niger 1959-1999 », in Claude-Hélène Perrot, François-Xavier Fauvelle-Aymar (dir.), *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'État en Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2003, p. 252.

62 Général Reibell, *L'épopée saharienne. Carnet de route de la mission saharienne Foureau-Lamy (1898-1900)*, Paris, Plon, 1931, p. 156.

des canons sur la ville et lance un ultimatum, menaçant de détruire le palais, si le sultan ne se rend pas au camp dans les heures qui suivent. La lecture du journal de marche, comme des documents scientifiques de la Mission, reflète l'incertitude qui découle de cette situation ; à l'issue de la mission les Français ne savent toujours pas qui est le sultan et celui-ci n'y est jamais désigné que par son titre. Cette imprécision traduit une situation locale incertaine ; en réalité, il n'y a pas vraiment de sultan investi à cette époque mais plutôt des candidats concurrents⁶³. Lorsqu'en 1901, Péroz et Gouraud reçoivent des lettres provenant tour à tour de deux personnes se désignant comme sultan de l'Aïr, ils y répondent sans discrimination, d'abord par ignorance ensuite par stratégie. En effet, le problème, pour eux, n'est pas tellement la réalité du pouvoir de leurs interlocuteurs mais plutôt leur capacité à être des alliés utiles. Plus largement, ils tentent d'apparaître comme les nouveaux leaders régionaux en s'insérant dans les pratiques politiques locales et cherchent ainsi à s'affirmer comme ceux sans l'investiture desquels on ne peut prétendre être souverain. Pour ce faire, après avoir demandé à leur intermédiaire, Milli Menzou, un rapport détaillé sur les formes de l'investiture en usage dans le sultanat de l'Aïr, ils écrivent au candidat sultan un courrier où ils reprennent ces procédures, en remplaçant la visite et le rite d'investiture par le sultan de

Sokoto, par une visite et le même rite mettant en vedette le colonel⁶⁴.

La remarque d'un officier français sur la situation de l'Aïr éclaire un malentendu qui se forme alors : « On restait étonné qu'un groupement de tribus chevaleresques, aux mœurs de race presque inattaquables, ne fût pas soumis à un chef suprême »⁶⁵. Les Français cherchent des chefs suprêmes chez les Touaregs et imaginent des populations noires soumises au despotisme. Ils pensent que s'ils arrivent à convaincre les chefs d'adhérer à leur cause, ceux-ci entraîneront naturellement avec eux population et territoire. Mais le pouvoir dans ces régions est loin d'être despotique. Les mécanismes de remise en cause des souverains sont nombreux et un chef qui n'est pas capable de protéger ceux qui le suivent ou d'assurer la liberté de commerce est destitué. De plus, le pouvoir est concurrentiel et fragmenté ; l'accession au pouvoir est souvent l'objet de compétitions complexes qui se jouent en cas de crise et un chef de guerre mécontent peut créer un territoire aux marges du pouvoir pour lequel il travaillait. Enfin, un chef ne peut souvent contracter une alliance que s'il a l'aval de ceux qui l'entourent. Ces chefs sont souvent pris entre deux positions : refuser de collaborer et être démis de leurs fonctions par les Français, ou collaborer et perdre leur prestige, et peut-être leur pouvoir, auprès de la

63 Lieutenant Jean, *Les Touareg, op. cit.*, p. 22 (cf. note 10) ; Djibo Hamani, *Au carrefour du Soudan et de la Berbérie. Le sultanat touareg de l'Ayar*, Niamey, Institut de recherches en sciences humaines, 1989, p. 325 et 452.

64 ANN 7 B 1. 1, sous chemise Goummel, lettre du 27 mai 1901, note sur le choix de l'investiture du Sultan d'Abzin.

65 Lieutenant Jean, *Les Touareg, op. cit.*, p. 42 (cf. note 10).

population⁶⁶. Dans cette configuration, la stratégie française a peu de sens.

Cette mauvaise compréhension des réalités locales est parfois perçue par ceux à qui ils s'adressent. Ainsi, la région du Damergou est partagée géographiquement et politiquement entre deux chefs touaregs Imouzourag. Lorsque les Français écrivent à l'un des deux, Denda, de mettre au pas ses compatriotes, il leur répond :

« Quant aux Touaregs, je ne les commande pas et ils ne m'écoutent pas. Ils sont partagés en tribus dispersées ayant chacune son chef, comme vous le diront les Touaregs qui sont avec vous »⁶⁷.

C'est en fonction de problématiques locales et d'enjeux contemporains que les autorités politiques se positionnent par rapport à la présence européenne. Les Français souhaitent obtenir par la négociation le soutien de chefs qu'ils imaginent puissants, mais à défaut, ils sont prêts à s'allier avec ceux qui acceptent le dialogue. Il suffit ainsi parfois de se désigner soi-même comme chef, d'être prêt à négocier et à servir les Français pour être considéré comme tel⁶⁸. Ces lettres témoignent de visées politiques avec ce que cela comporte de calcul et d'instrumentalisation. Dans une telle négociation, chacun

espère pouvoir tirer profit de la méconnaissance de l'autre.

Négociations diplomatiques ou lettres de soumission

La lettre, en tant que lien plus ou moins régulier entre des acteurs politiques distants, est pour les autorités politiques un moyen d'entretenir leur environnement étendu. Ces autorités politiques sont insérées dans des réseaux d'alliance transrégionaux qui leur permettent à la fois de garantir leur propre pouvoir par l'aide militaire que peuvent leur apporter leurs alliés, de construire une économie commerciale en garantissant le passage des caravanes, et enfin de surveiller leurs sujets en contrôlant leurs déplacements. Les correspondances diplomatiques échangées dans ce contexte reflètent ces enjeux. On négocie le retour des esclaves enfuis, on se plaint des émirs voisins, on plaide pour la sécurité des routes, on demande une médiation en cas de dispute territoriale et on s'informe de la situation géopolitique⁶⁹. Les puissants se construisent un réseau de relations étendues rassemblant des chefs moins puissants, tandis que ces derniers recherchent la protection et la médiation des premiers. Le pouvoir d'un souverain est lié en partie à l'excellence de son réseau et à sa capacité à mobiliser ses alliés. Loin d'être des relations de suzeraineté, les liens qui se nouent sont complexes et conjoncturels. Une zone peut être considérée par un pouvoir

66 Bruce Hall, *A History of Race in Muslim West Africa, 1600-1960* (Cambridge: Cambridge University Press, 2011), p. 149.

67 ANN 7 B 1. 1, sous chemise Aghadès (sic) 1901, lettre non datée.

68 Comme le montre la trajectoire d'un Aouta à la même époque : Jean-Paul Rothiot, *L'ascension d'un chef africain au début de la colonisation. Aouta le conquérant*, Paris, L'Harmattan, 1988.

69 Murray Last, *The Sokoto Caliphate*, op. cit., p. 199-202 (cf. note 3).

comme dépendante à partir du moment où elle a été le théâtre d'une expédition militaire réussie, mais ces campagnes restent souvent sans lendemain et les populations considérées comme dépendantes n'ont pas forcément le sentiment de faire partie d'un tout. C'est au regard de ce contexte spécifique que les autorités locales entrent en négociation avec les militaires français, qui leur apparaissent comme un nouvel acteur régional puissant.

Pour les souverains en position de faiblesse, l'arrivée d'un nouvel interlocuteur offre la possibilité de trouver un allié utile. Ainsi, la région de Goummel a vu, dans les années 1890, son environnement se transformer profondément à cause de la montée en puissance du Damagaram et de l'affaiblissement puis de la chute du Bornou. Cette région est alors aux marges de trois espaces en concurrence : Kano, le Damagaram et les territoires conquis par Rabah, qui a pris le pouvoir au Bornou. Rabah menace régulièrement d'attaquer le Damagaram où se sont réfugiés les anciens princes bornouans, tandis que Kano et le Damagaram sont en conflit à leurs frontières. Dans les deux cas, Goummel se situe entre les concurrents et est sans allié puissant depuis la chute du Bornou. De plus, le Damagaram attaque régulièrement Goummel dont une grande partie de la population a fui⁷⁰. Pour se protéger de Rabah, du Damagaram et de Kano, le sultan de Goummel cherche donc

à nouer des alliances privilégiées avec les partenaires politiques les plus importants dans la zone. En 1899, le sultan Ahmed écrit au sarkin Kano une lettre s'inquiétant de l'avancée de Rabah, « l'ennemi de tous les vrais croyants », et appelant le sarkin Kano à prier pour qu'Allah les préserve tous deux et leur donne la victoire⁷¹. Dans le même temps, en octobre 1899, il envoie aux premiers Français présents dans la région une lettre demandant leur protection et se déclare prêt à fournir ce dont ils auront besoin. Les Français considèrent qu'il a fait soumission et envoient régulièrement des lettres pour solliciter son aide⁷². Ils demandent vingt chevaux, le sultan en envoie dix et écrit qu'il ne peut faire plus : « Si nous étions puissants nous vous donnerions avec plaisir tout ce que vous nous avez demandé » ; mais il les remercie : « L'arrivée des chrétiens dans le pays de Damagaram nous a donné la tranquillité », et il salue son « ami pour toujours »⁷³. Être en relation avec les Français, leur fournir ce qu'ils réclament, ne signifie pas pour le sarkin Goummel Ahmed abandonner ses prérogatives souveraines ; il continue d'essayer de se ménager un avenir, d'autant que les Français, occupés ailleurs, ne sont pas des alliés fiables.

Dans le contexte extrêmement trouble du Gobir où plusieurs candidats se disputent un même

70 Middleton Hale, "Gumel Emirate", in *Gazetteers of the Northern Provinces of Nigeria* (London: F. Cass, 1972), vol. 1, p. 26.

71 Henry Fleming Backwell, *The Occupation of Hauseland*, op. cit., p. 60 (cf. note 1).

72 ANN 7 B 1. 1, sous chemise Goummel, lettre du 14 mai 1901.

73 *Ibid.*, lettre du 9 juin 1901, lettre du 9 août 1901.

titre, depuis différents lieux, Tibiri et Sabon Birni, on mène aussi des négociations tous azimuts. Ainsi ceux qui se désignent tous deux dans leurs lettres comme émir du Gobir, « *ʿamīr ġūbar Bālarabū* », « *ʿamīr ġūbar ʿUmār* », écrivent tour à tour aux Français et au sultan de Sokoto, des lettres aux tons très différents. Aux Français, Balarabe et Omar écrivent pour protester de leur amitié et demander que leur soit rendu le territoire hérité de leurs pères et de leurs grands-pères, dans le premier cas en vertu de l'*ʿamān* conclue avec les Français et dans le second au nom de la *islāh* (réforme) que ceux-ci mettent en œuvre⁷⁴. Tandis qu'au sultan de Sokoto, Omar écrit : « Nous avons hérité notre relation de nos pères » ; « Nous ne briserons pas la confiance qu'*ʿAllāh* et son prophète ont mis entre nous » ; « Vous et nous sommes de la même race ». Et Balarabe, quant à lui, proclame : « Nous avons hérité de l'amour mutuel qu'il y avait entre nos ancêtres, nous ferons ce que vous nous avez demandé »⁷⁵. Ces deux émirs sont des descendants de la dynastie du Gobir renversée par le jihad de Sokoto ; leurs ancêtres ont combattu Sokoto depuis près d'un siècle, ce qui ne les empêche pas de préserver leurs arrières en écrivant chacun au sultan de Sokoto. Là où les Français voient des fantoches sans pouvoir acculés à la soumission, ces lettres montrent des dirigeants qui cherchent à négocier le soutien

d'interlocuteurs multiples afin de se ménager une place dans un monde qui change, adaptant leurs discours et leurs demandes à chacun. Cette stratégie se révèle payante puisque deux chefferies sont formées par les colonisateurs, une du côté français à Tibiri et l'autre du côté britannique à Sabon Birni.

C'est certainement autour des mots employés de part et d'autre que l'on peut le mieux percevoir les malentendus conscients ou inconscients qui se forment au gré de cette correspondance. Les lettres de ces différents émirs et sultans demandent aux Français de leur accorder *ʿamān*, ou *ʿahd*⁷⁶. L'*ʿamān* est à l'origine un gage de sécurité et de protection par lequel une autorité musulmane accorde sa protection à un non-musulman, mais ce mot est aussi utilisé en référence à un accord de paix temporaire ou permanent entre musulmans et non-musulmans, devenant ainsi quasiment synonyme de *ʿahd* (pacte)⁷⁷. C'est donc un traité de paix, une garantie de non-agression, visant à organiser une coexistence entre musulmans et non-musulmans qui est demandé par ces autorités qui se mettent ainsi sous la protection des Français et leur demandent de garantir leur sécurité. Les Français avaient d'ailleurs eux aussi, par le passé, régulièrement demandé

74 *Ibid.*, sous chemise Sabon Birni, lettre 5 du 19 août 1901, sous-chemise Gobeir 1901, lettre du 29 août 1901.

75 Henry Fleming Backwell, *The Occupation of Hausaland*, *op. cit.*, p. 78-79 (cf. note 1).

76 On retrouve cette logique dans les lettres échangées au Soudan, étudiées par Bruce Hall, *A History of Race*, *op. cit.*, p. 154 (cf. note 66).

77 Hasan S. Khalilieh, "Amān", *Encyclopaedia of Islam* (Leiden: Brill, 1913-1936, 1st ed.).

l'*ʿamān* à ces mêmes souverains⁷⁸. Pour ces autorités cela ne signifie en rien abandonner l'ensemble de leur souveraineté : ni les termes utilisés, ni les précédents historiques n'impliquent un tel abandon.

Mais pour les Français, lorsque ces autorités leur demandent l'*ʿamān* ou acceptent de la signer, cela signifie désormais faire soumission ; ils n'imaginent que deux formes de réactions possibles, le refus de leur présence ou l'acceptation. Pour les autorités locales cependant, les choses se jouent autrement. Il était courant jusqu'ici pour un souverain de se mettre sous la protection d'un autre plus puissant qui devait alors garantir sa sécurité. De même, on pouvait multiplier ce type d'alliances, et négocier avec certains des liens commerciaux et avec d'autres des liens religieux ou politiques, ces liens n'étant ni définitifs, ni exclusifs. Dans une de ses réponses aux Français, Denda exprime le caractère faiblement engageant de ce type d'accord ; s'adressant au colonel il lui dit :

« Je te conseille de faire comme ont fait le commandant et le capitaine : ils nous ont donné l'*aman*, ont demandé ce qu'ils ont demandé, ils sont partis et nous n'avons éprouvé aucun dommage »⁷⁹.

78 Les traditions orales de l'Ader recueillies par Benedetta Rossi conservent, par exemple, la mémoire de Français arrivant dans les villages en demandant l'*ʿamān*, Benedetta Rossi, *Ader: Governing the Desert Edge*, op. cit. (cf. note 8).

79 ANN 7 B 1. 1, sous chemise Aghadès (sic) 1901, lettre non datée.

Les militaires français acceptent les cadres et les formes d'une négociation diplomatique qui suit les usages locaux. Ils en copient le style, en utilisent les références religieuses, les formes argumentatives, se glissent dans un moule qui préexiste à leur présence et parlent à ces souverains dans la langue de leur diplomatie et selon leur propre code. Les souverains qui échangent avec eux ne sont pas dupes. Ils marquent régulièrement mais subtilement leur conscience de ne pas parler à un interlocuteur comme les autres, dans les formes, en les désignant comme chrétiens ou en modifiant leurs pratiques de don au regard des goûts de leurs interlocuteurs et, sur le fond, en utilisant leur méconnaissance des réalités locales. Mais ces lettres demandant l'*ʿamān* deviennent par l'effet de la traduction des lettres de soumission. Plus qu'un simple jeu sur les mots, cette traduction est aussi révélatrice d'une transformation plus profonde, du passage d'un système de norme à un autre. D'une manière imperceptible pour ces souverains, le fait que le dialogue se joue selon leurs propres termes se retourne contre eux. S'ils savent que les Français sont des chrétiens, ils pensent néanmoins que ceux-ci vont se comporter comme n'importe quel conquérant, c'est-à-dire comme une horde barbare, qui traverserait leur pays en pillant, tuant et razziant, rentrerait ensuite sur son territoire et ne se manifesterait qu'à l'occasion du tribut annuel ou en cas de guerre. Par leurs pratiques, par leurs attitudes, par leur usage de la diplomatie locale, les Français se sont jusqu'ici conformés

à cette image et ont pu apparaître comme des conquérants ordinaires. Ainsi, de fait, les pratiques locales de la domination politique qui informent la lecture du monde de ces émirs et de ces sultans ne pouvaient servir de référence permettant d'anticiper ce qui était alors sur le point d'arriver.